

Dans le 13^{ème} arrondissement, l'accueil et la sécurité du public victimes de la RGPP et des suppressions d'emplois.

Le centre des finances publiques du 13^{ème} arrondissement est singulier par son immeuble et son tissu fiscal porteur d'inégalités sociales fortes. Comme chaque année, les agents font face à la sortie des avis d'imposition (impôt sur le revenu, taxe foncière, taxe d'habitation et redevance audiovisuelle). Mais les suppressions d'emplois (181 suppressions d'agents en 2011 aux Finances Publiques à Paris, soit plus d'un départ à la retraite sur deux non remplacé), le manque de place et une conception des locaux inadaptée mettent agents et contribuables en difficulté.

Accueil : de nombreux contribuables ne sont plus reçus...

Avec près de 700 personnes par jour, les agents du centre des finances publiques du 13^{ème} arrondissement font face à une campagne de réception du public particulièrement importante. La tendance est à la hausse avec la possibilité désormais offerte de donner des renseignements aussi bien sur l'assiette que le recouvrement des impôts. Les agents essayent tant bien que mal d'assurer le meilleur accueil possible mais se heurtent aux suppressions d'emplois : avec le regroupement des trésoreries et centres des impôts sur le même site, le nombre de fonctionnaires devant gérer l'accueil dans le 13^{ème} a en effet été divisé par deux !

Le nombre de contribuables venant à l'accueil n'a en revanche pas baissé. Une file d'attente s'étend régulièrement sur le trottoir, qu'il pleuve, vente ou fasse froid. Et les délais d'attentes peuvent parfois aller jusqu'à plus de deux heures. Trop peu nombreux pour répondre à l'affluence, les agents n'en peuvent plus, cette situation est inacceptable !

...et leur sécurité n'est même pas assurée !

Dès le début de la mise en place des Services Impôts des Particuliers, nous avons dénoncé pour ce site le fait que les locaux n'étaient pas adaptés à la quantité des réceptions, que la sécurité n'était plus assurée au delà de 50 personnes et que les agents ne sont pas assez nombreux.

Concernant la sécurité des personnes, le centre étant situé dans un immeuble dit "de grande hauteur", des mesures particulières inhérentes à la sécurité incendie sont normalement applicables. Or d'après les pompiers présents sur le site, ces règles de sécurité ne seraient pas respectées. Pour pallier à cette situation, qui concerne les agents et les usagers, tous deux potentiellement concernés par ce manque avec un risque pour leur intégrité physique, les contribuables ne sont reçus que par 50 personnes à la fois, les autres restant dehors à attendre. Est-ce cela la qualité de service public tant vantée par le gouvernement pour vendre sa réforme !

Des missions de service public indispensables pour garantir la justice sociale

Les agents voudraient pouvoir recevoir et répondre dans de bonnes conditions aux usagers. Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, l'amélioration des conditions de travail, condition nécessaire au bon exercice des missions, est une urgence absolue. Dans le contexte de crise, les agents tentent de faire face avec humanité et professionnalisme à la détresse d'une part croissante de la population en grande difficulté, mais ils ne disposent pas de moyens suffisants.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, cette situation est inacceptable. La DGFIP doit prendre ses responsabilités et donner les moyens à ses agents et ses services de travailler correctement. Qu'il s'agisse de l'accueil, de la gestion de l'impôt et de la dépense ou encore de lutte contre la fraude fiscale, l'administration doit se doter des moyens d'offrir aux concitoyens des services publics, socialement utiles et socialement rentables, de qualité. Pour ce faire, l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement à hauteur des besoins disponibles afin de garantir un accueil de qualité du public sont nécessaires.

Section de Paris :

Roland Nicolas : 06 81 10 97 19

Louis Dieng : 07 86 95 85 84